

Avis de tempête sur l'avenir énergétique de la Corse

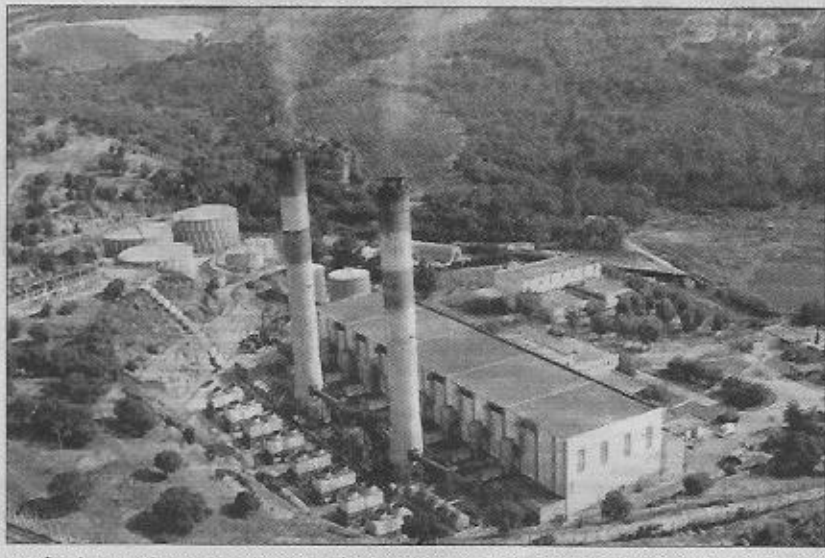
La remise en cause par Nicolas Hulot - à la veille de sa démission radiophonique - de la PPE (programmation pluriannuelle énergétique) semble reprise point par point par son successeur. Avec des retards programmés

Doit-on désormais dire "feu le gazoduc" entre Lucciana et Ajaccio ? La Corse doit-elle se résigner à respirer des émanations de fioul (peut-être léger) pendant quelques décennies encore ? Doit-on s'attendre à une PPE très largement révisée à la baisse au plan financier comme au plan des moyens de transition entre la situation actuelle et le passage aux énergies renouvelables prévu à l'horizon 2050 ? Il semble que du côté du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, on se soit mis dans les pas de la lettre signée par Nicolas Hulot, la veille de sa démission spectacle sur les ondes radiophoniques, le 28 août dernier. Dans ce courrier, envoyé sans aucune concertation préalable avec les élus, l'ex-ministre remettait, notamment, en cause le projet de gazoduc entre Lucciana et Ajaccio - trop cher et trop compliqué selon lui. Il redimensionnait également la future centrale du Ricanto, la faisant passer de 250 MW à 125 MW en misant sur les "économies d'énergie".

L'inquiétude des techniciens

Au-delà du casus belli politique (voir ci-dessous), il y a les inquiétudes très concrètes de ceux qui sont au quotidien en charge de la

production et de la distribution d'énergie dans l'île. La direction d'EDF a choisi de ne pas s'exprimer - chose rare mais explicable dans le contexte actuel - sur le sujet. La CGT Énergie n'a pas ces contraintes et brandit le spectre de "l'hiver 2005". C'est-à-dire des moyens de production trop faibles entraînant des coupures tournantes pendant des semaines sur toute l'île, particulièrement dans les zones montagneuses. "Dans son projet, le gouvernement considère que le Vazzio produit 120 MW et se base sur ce chiffre. Il oublie que sont adjoints aux centrales du Vazzio et de Lucciana, quatre turbines au fioul lourd - qu'il faudra donc arrêter - pour une puissance de 125 MW. Le projet à 250 MW n'était que la reprise de ces moyens combinés. Or nous sommes déjà passés à la limite au cours de l'été 2018 avec la chaleur entraînant l'utilisation des climatisations, l'accroissement estival de la population et le fait que les moyens d'interconnexions ne sont disponibles que pour pallier les pics hivernaux", résume Xavier Nesa. S'appuyant sur les chiffres de l'Insee, le syndicaliste rappelle que la population annuelle de l'île s'est accrue de 17 000 habitants au cours des quatre dernières années et que cette progression démographique se poursuit au rythme de 4% par an, selon les projections de l'Insee.



Après de multiples reports, l'arrêt de la centrale du Vazzio a été fixé pour 2023. Une date vraiment butoir ? / PHOTO PIERRE-ANTOINE FOURNIL

Ceci d'autant que la fourniture en gaz d'Ajaccio et Bastia est sur la sellette. "Contrairement à ce qui était redouté, il semble que l'approvisionnement va se poursuivre. Mais c'est une situation transitoire et la demande en énergie cumulée est de l'ordre de 70 MW", rappelle-t-il.

Le Vazzio ad aeternam ?

Du côté du ministère de l'Écologie, pas de confirmation ou d'infirmité. Tout juste se borne-t-on à assurer que l'on est "toujours très engagé dans la PPE 2016", mais il est clair que tant sur le dimension-

nement de la centrale du Ricanto, que sur la manière de l'alimenter en gaz, on serait plutôt dans le cadre de la lettre de Nicolas Hulot. On insiste notamment sur les "difficultés foncières générées par le gazoduc", mettant en avant un système de caisson gravitaire qui serait installé en baie d'Ajaccio. Sauf que ces GBS (gravity based system) sont au stade expérimental... Deux contrats ont été signés, un en Europe, l'autre en Asie en juillet 2018. Sachant que les travaux de la centrale du Ricanto n'ont pas encore débuté. Qu'en juin 2015, le directeur d'EDF PEI (production d'éner-

REPERES

- 2015** - Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, travaille avec l'Assemblée de Corse, notamment avec Maria Guidicelli sur l'élaboration de la PPE 2016-2023.
- 2016** - La majorité nationaliste arrivée en décembre 2015 signe une PPE ambitieuse avec la ministre. Il est notamment prévu 3,112 milliards d'euros couvrant la conversion aux énergies renouvelables à horizon 2050 mais aussi la construction de la centrale du Ricanto d'une puissance de 250 MW et celle d'un gazoduc entre Lucciana et Ajaccio pour la période de transition.
- 27 août 2018** - La veille de sa démission, Nicolas Hulot revient sur la PPE signée sous le gouvernement précédent.
- Mars 2019** - François de Rugy reste dans la ligne de son prédécesseur.

gie insulaire) comptait sur "un démarrage en 2018" pour trois ans de travaux. On s'achemine donc vers une reconduction de dérogation pour le fioul lourd de la vieille centrale. À pas de géant. ISABELLE LUCCIONI

Gilles Simeoni : "J'ai demandé à François de Rugy de m'écrire"

"Il n'est plus question que la Corse soit traitée de façon coloniale dans le domaine de l'énergie." La formule résume la rage froide du président du Conseil exécutif... Et les difficultés de dialogue récurrentes entre la CdC et l'État. Le changement de cap de Nicolas Hulot au sujet la PPE, Gilles Simeoni l'a appris par une lettre datée du 27 août 2018. Sans contact antérieur. La rencontre, le 6 février dernier, avec François de Rugy ne semble pas avoir éclairci l'horizon.



Gilles Simeoni veut du concret. / PHOTO PIERRE-ANTOINE FOURNIL

Enjeux sociaux et environnementaux

"EDF estime que la future centrale du Ricanto doit produire 250 MW pour assurer la transition avec les énergies renouvelables. La CRE (ndlr : commission de régulation de l'énergie, organisme national présidé par un préfet) considère que 125 MW suffisent. J'aimerais savoir sur quoi se base la CRE puisque nous n'avons pas été destinataires de ses recommandations", note le président du Conseil exécutif. Gilles Si-

meoni fait également remarquer que les enjeux sociaux du dimensionnement de la future centrale doivent également être pris en compte. Sur l'abandon du gazoduc au profit d'un caisson gravitaire, implanté au large d'Ajaccio, Gilles Simeoni demeure dubitatif. "On nous dit que le gazoduc coûtera 900 millions d'euros et que les problèmes techniques et fonciers seront importants. Et on nous

propose de lui substituer un équipement qui demeure expérimental, pour lequel aucune étude n'a été effectuée sur site. Nous ne sommes pas opposés au fait d'effectuer les deux études de manière parallèle. Mais nous constatons que les opérateurs nous ont annoncé des coûts plus bas pour le gazoduc et nous ne lâcherons pas la proie pour l'ombre", prévient-il. Gilles Simeoni veut du concret. Même si les dotations annoncées peuvent sembler attractives. "L'objectif demeure le passage aux énergies renouvelables pour 2050. Mais lorsqu'on annonce 600 millions d'euros sur 5 ans pour la rénovation des bâtiments, nous savons que nous n'avons ni le foncier ni les entreprises", livre-t-il en exemple. Rappelant que pendant ces louvoisements, "le sablier s'écoule". "Le 6 février, j'ai demandé à François de Rugy de m'écrire en détaillant les scénarii alternatifs. Pour l'heure, je n'ai pas de réponse. C'est l'un des points qui m'a conduit à ne pas rencontrer le président de la République", conclut-il. I. L.

Ségolène Royal : "Les technocrates ont repris le pouvoir"

La programmation pluriannuelle énergétique de la Corse fait partie des réussites de Ségolène Royal au ministère de l'Écologie. À moindre titre que la COP 21 sans doute mais quand on connaît la difficulté à trouver un consensus en Corse, ce n'était pas une mince victoire. Autant dire que l'ancienne ministre vit assez mal le détricotage actuel d'un projet qui avait demandé bien des efforts. "Normalement, la signature de l'État engage, quel que soit le changement de gouvernement ou de ministre", rappelle-t-elle. Elle signale au passage que la PPE 2016-2023 avait fait l'objet de nombreuses réunions "avec les élus et les entreprises corses". "C'est un projet auquel tout le monde a travaillé, en co-construction en tenant compte des réalités locales, géographiques, économiques et sociales", insiste Ségolène Royal, invoquant le gazoduc et la future centrale du Ricanto. "Aujourd'hui, si l'État veut changer la PPE qui a été signée, c'est à lui de montrer qu'il a de meilleures solu-



Ségolène Royal s'est beaucoup investie. / PHOTO CHRISTIAN BUFFA

tions. Et pour cela, il faut ouvrir immédiatement les consultations sans arrêter celles qui sont en cours sur le gazoduc, de façon à pouvoir comparer. Mais sur de tels projets, il est déplorabile de prendre prétexte de petites divisions, il faut que les gens soient unis", remarque-t-elle. Rappelant à quel point elle est attachée aux "logiques partenariales, respectueuses

et pratiques avec les représentants des territoires", elle lâche : "La lettre que Nicolas Hulot a envoyée est datée de la veille de son départ. L'a-t-il vraiment lue avant de la signer ? C'est étonnant pour quelqu'un qui connaît la Corse. Au sein de ce ministère, on voit que les technocrates ont repris le pouvoir."

Soupçon de mépris

Ce soupçon en méconnaissance du terrain, ce n'est pas la première fois que Ségolène Royal l'exprime à l'encontre du président de la République et de son gouvernement. Une déconnexion encore plus importante concernant la Corse, terre éloignée, dont l'exécutif n'a que la "vision préfectorale", selon elle. Elle y ajoute une interrogation qui sonne comme une accusation : "Se serait-on comporté de manière aussi cavalière avec un autre président de région. Avec Hervé Morin ou Xavier Bertrand par exemple ?" Objectif zéro langue de bois atteint. I. L.